

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 39 (1898), p. 141-146

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1898__39__141_0

© Société de statistique de Paris, 1898, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1898.



I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 AVRIL 1898.

SOMMAIRE. — Présentation de deux nouveaux membres titulaires — Présentation des ouvrages : le Secrétaire général et MM Levasseur, Moron, Dubois de l'Étang, Alfred Neymarck et R.-G Lévy. — Fin de la communication de M Edmond Fléchet sur la statistique agricole décennale de 1892. — Élection du Trésorier

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Beaurin-Gressier.

Le procès-verbal de la séance du 16 mars 1898 est adopté.

Sont présentés, comme *membres titulaires*, pour être soumis à l'élection dans la séance du 18 mai :

Sur la proposition de MM. Levasseur et E. Yvernès :

M. ALBANEL, juge d'instruction au tribunal de la Seine, 95, avenue des Champs-Élysées;

Sur la proposition de MM. J. Bertillon et E. Yvernès :

M. le D^r PAPILLON, professeur de clinique en retraite, 8, rue Montalivet.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL annonce l'hommage fait à la Société par M. E. Blenck, directeur du Bureau royal de statistique de Prusse, de deux ouvrages intitulés, l'un : *Das Königliche statistische Bureau während der Jahre 1895 bis 1896* (Le Bureau royal de statistique pendant les années 1895 et 1896) et l'autre : *Statistischer Beitrag zu den veränderlichen Tafeln des preussischen normalkalenders für 1899* (Données statistiques relatives aux phénomènes variables pour le calendrier normal prussien de 1899).

M. LEVASSEUR offre, au nom de M. Worthington C. Ford, chef du bureau de statistique du Ministère des finances des États-Unis, membre de l'Institut international de statistique, le vingtième Annuaire statistique des États-Unis : *Statistical abstract of the United States, 1897*. Ce recueil contient, dans un volume de 412 pages, un nombre considérable de documents statistiques, en tout 150 tableaux portant sur la superficie et la population des États-Unis; sur les finances, dette, recettes, dépenses, revenus divers, monnaie; sur la production et l'exportation de l'or et de l'argent, les banques nationales, les caisses d'épargne, les chambres de compensation; sur le commerce extérieur, avec analyse des importations, exportations, entrepôts, transit; sur l'agriculture, les animaux de ferme et les diverses

récoltes; sur les produits des mines et de l'industrie métallurgique et autres; sur les chemins de fer, les télégraphes, téléphones et postes; sur l'immigration, l'insurrection, les terres publiques; sur les brevets d'invention, sur les pensions, sur le prix des marchandises, sur la marine marchande, les constructions de navires, le mouvement maritime, les naufrages. La plupart des tableaux contiennent, indépendamment des derniers résultats de la statistique, la série des statistiques antérieures depuis l'origine des relevés ou, tout au moins, depuis une dizaine d'années.

Il est impossible de résumer l'ensemble de cette riche collection qui, tout en s'inspirant à quelques égards du *Statistical abstract* de l'Angleterre, a un caractère tout à fait original et qui, très utile pour toutes les personnes qui veulent étudier les questions économiques aux États-Unis, fait honneur au statisticien chargé de diriger cette statistique.

M. Levasseur met ensuite à la disposition des membres de la Société un certain nombre d'exemplaires d'une brochure de lui, intitulée : *le Salarial et le Salaire*.

M. MORON présente les dernières publications de l'Office du travail : 1° *les Associations ouvrières de production*; 2° *les Salaires et la durée du travail dans l'industrie française*.

1° Les enquêteurs faisant partie du personnel central de l'Office du travail ont visité 200 associations ouvrières de production. Ils ont posé à celles-ci des questions sur leur fonctionnement, leur personnel, leurs ressources, la composition de leurs bilans, etc. Ce sont les réponses à ce questionnaire qui ont été réunies, classées et groupées dans ce volume.

On est heureux de constater les efforts très considérables faits par ces associations pour arriver à la répartition entre les ouvriers des bénéfices de l'entreprise et obtenir, par ce moyen, une situation un peu supérieure à celle du salariat proprement dit. Ces associations ont fait preuve le plus souvent d'une réelle solidarité entre leurs membres et d'un bon vouloir marqué pour atteindre le but poursuivi; malheureusement, les résultats n'ont pas toujours répondu aux efforts tentés, par suite d'insuffisance dans la direction au point de vue commercial ou financier et de manque de discipline. Les commissaires enquêteurs n'ont pas manqué d'éclairer les associations sur ces divers points.

M. Arthur Fontaine, qui a organisé l'enquête et rédigé, sauf en ce qui concerne les monographies, le volume dont il s'agit, se propose de faire prochainement à la Société une communication sur la question.

2° L'Office du travail a achevé l'enquête qu'il avait entreprise sur les salaires et la durée du travail dans l'industrie française en 1891-1893. Les volumes déjà parus se rapportaient : le 1^{er}, au département de la Seine, le 2^e et le 3^e aux autres départements; celui que présente aujourd'hui M. Moron termine la publication des résultats de l'enquête.

Il y est successivement traité de la durée du travail, de la stabilité de l'emploi, des salaires, du coût de l'existence. Le mouvement du salaire depuis 50 ans donne lieu à une série de rapprochements particulièrement intéressants. Cette publication met à la disposition du législateur et de l'économiste un ensemble de documents réunis pour la première fois en France; elle sera complétée par les résultats du recensement professionnel, qui est actuellement en cours d'élaboration.

Un album graphique résume, en les rendant plus saisissantes et plus claires, les constatations numériques contenues dans les quatre volumes.

M. Lucien March, l'un des collaborateurs de M. Moron, donnera, dans une séance ultérieure, une analyse de cet important travail.

M. DUBOIS DE L'ESTANG, qui a représenté la France dans la Commission internationale chargée d'élaborer l'arrangement financier avec la Grèce, analyse, au point de vue statistique, le rapport de cette Commission, qui vient d'être publié par le Ministère des affaires étrangères, sous la forme habituelle d'un *Livre jaune*.

Ce rapport contient un exposé de la situation financière du royaume hellénique, tant en ce qui concerne les recettes et les dépenses qu'en ce qui touche les charges de la dette.

Les recettes de la Grèce étaient, en 1892, de 87 millions de drachmes; elles sont, en 1896, de 95 millions, soit une progression assez sensible, puisqu'elle atteint 7 millions $1/2$. Elles ont triplé depuis vingt-cinq ou trente ans. La charge des impôts qui pèsent sur la Grèce n'est, d'ailleurs, pas considérable; elle ressort à 37 dr. 30 par habitant.

Les impôts directs accusent, pour la période quinquennale 1892-1896, une moyenne de 20,5 millions de drachmes; les douanes et impôts de consommation, 31,9; le timbre, 18,7; les monopoles, 11,8 (les monopoles portent sur le sel, le pétrole, les allumettes, le papier à cigarettes, les cartes à jouer et l'émeri).

La Grèce n'est donc nullement dénuée de ressources. Les recettes sont susceptibles d'augmentation sérieuse, et la Commission internationale prévoit, pour ce pays, une situation financière véritablement satisfaisante dans quelques années.

Quant aux dépenses d'administration, elles ont singulièrement progressé dans ces dernières années: de 60 millions de drachmes en 1892, on les trouve à 68 millions en 1896; mais elles paraissent devoir être réduites à 63 millions en 1898 et ne pas dépasser 64,7 en 1903.

La dette publique comprend deux éléments: la dette extérieure (ou dette en or) et la dette intérieure (en drachmes-papier).

La dette en or comprend: 1° l'emprunt de 60 millions contracté en 1883 et garanti par la France, la Grande-Bretagne et la Russie; le capital actuel de cet emprunt est de 100 millions; 2° la série d'emprunts contractés à l'étranger de 1881 à 1893, représentant 423 millions; 3° enfin, la dette flottante, qui est de 31 millions. La dette en or se chiffre donc, au total, à 555 millions de drachmes de capital effectif.

Ces emprunts nécessitaient initialement un service annuel de 30 millions; mais, depuis 1893, la Grèce ne payait que 30 p. 100, soit 9 millions 4; cette somme va être relevée à 11 ou 12 millions.

La dette en drachmes-papier représente 194 millions en capital et 5 millions 3 de service annuel.

Grâce à la garantie des trois puissances précitées, la Grèce va bénéficier d'un crédit de premier ordre; elle empruntera à 2 $1/2$ p. 100. Par suite, l'ensemble des charges de sa dette se fixera à 18 millions de francs. Les revenus spéciaux affectés au paiement annuel de cette charge sont de 23 millions de francs; c'est un écart de 5 millions.

Le rapport de la Commission internationale contient, dans sa 2^e partie, l'exposé des arrangements financiers relatifs tant à l'ancienne dette qu'au nouvel emprunt; dans sa 3^e, les dispositions concernant l'organisation du contrôle international.

La Commission s'est attachée à rendre le contrôle aussi peu onéreux et aussi peu apparent que possible. Elle a trouvé un auxiliaire très utile dans la Société hellénique des monopoles, qui a son siège à Athènes et qui administre, depuis 1887, les produits donnés en gage de la dette ancienne.

Cette Société administrera les revenus qui doivent gager, indépendamment de cette dette, le nouvel emprunt garanti par les puissances. Elle servira d'intermédiaire entre le contrôle étranger et l'administration du royaume. Ce système pourra servir de modèle dans d'autres pays, s'il y avait lieu d'y exercer un contrôle identique.

En terminant, M. Dubois de l'Estang appelle l'attention de la Société sur la note rédigée et les graphiques dressés, relativement au cours forcé et à l'agio, par M. Louis Bodio, directeur général de la statistique du royaume d'Italie et membre de la Commission internationale. Il donne lecture des passages suivants de la note:

« L'un des graphiques reproduit la courbe à partir de 1877 pour l'ensemble de la circulation propre des banques et de la circulation pour le compte de l'État. Cette courbe est mise en regard de celle qui représente les variations du change de l'or.

Les deux courbes présentent une sorte de parallélisme sur une grande partie de leur développement. Lorsque la masse du papier circulant augmente, le change

s'élève ; quand elle se réduit, le change baisse. L'influence de la quantité du papier sur l'agio ne saurait être démontrée d'une manière plus évidente. Toutefois, dans la dernière année, l'agio fléchit considérablement, tandis que la quantité du papier s'accroît : cette anomalie sera expliquée plus loin.

Les deux phénomènes, c'est-à-dire la masse du papier circulant et l'agio, sont représentés dans le tableau graphique D avec encore plus de précision : les oscillations y sont marquées pour chacun des douze mois de l'année, de janvier 1892 à novembre 1897.

Ici, les variations, n'étant pas ramenées à des moyennes annuelles, sont beaucoup plus sensibles. On voit, dans les mouvements brusques de l'agio, l'importance de l'élément psychologique, c'est-à-dire de l'opinion, des appréciations, de la spéculation.

En 1893, lorsque l'on espérait un rétablissement des finances de l'État au moyen d'un grand emprunt de liquidation, le change baisse et se précipite en deux mois de 133 à 117, pour remonter ensuite, avec une rapidité vertigineuse, jusqu'à des taux qu'il n'avait jamais atteints. L'argent manquait alors pour payer le coupon. Pendant plusieurs années, on n'avait soldé les intérêts et l'amortissement des dettes publiques que sur le capital réalisé au moyen des emprunts.

Mais, comme les banquiers, avant de conclure le nouvel emprunt, demandaient des gages et l'établissement d'un contrôle, le gouvernement refusa, et le traité ne fut pas conclu. Alors eut lieu l'émission du Funding-Loan, en vertu de la loi du 30 mai 1893, qui obligeait les créanciers, sous peine de ne rien toucher du tout, à recevoir de nouveaux titres en paiement des intérêts sur les anciennes dettes.

Cet expédient eut pour effet une baisse momentanée du change ; mais il ne tarda pas à se relever et à remonter jusqu'à 154. La crise s'aggrava encore par suite de la mévente du raisin de Corinthe, dont la récolte avait été bonne en 1893, mais auquel la France avait fermé son marché par un droit de douane presque prohibitif.

Le change monta encore plus haut en 1894. La moyenne du mois de décembre et celle du mois de janvier suivant dépassent le taux de 187 p. 100. Cette hausse était le résultat de la pression exercée sur le marché intérieur par les achats de lettres de change sur l'étranger, en vue de payer le coupon en or, qu'il fallait nécessairement solder au moyen de la marchandise exportée, puisqu'on ne pouvait plus payer les intérêts par de nouveaux emprunts. D'ailleurs, le crédit commercial de la Grèce était épuisé ; les maisons de banque à l'étranger retiraient leurs capitaux aux échéances et ne consentaient plus à renouveler leurs opérations.

Après ce mouvement de hausse, le change commence à redescendre, et la baisse continue lentement dans les trois dernières années, avec quelques oscillations, jusqu'à la veille de la déclaration de guerre.

On a vu, enfin, dans les derniers mois de 1897, un phénomène extraordinaire : l'agio descendant rapidement, tandis que le volume des billets touchait presque aux dernières limites des émissions légales pour le compte de l'État, et que la circulation propre des banques atteignait également les proportions les plus élevées.

Le change, en effet, a baissé immédiatement après la cessation de la guerre. Il est vrai que les raisins ont pu être écoulés à l'étranger à des prix rémunérateurs ; néanmoins la baisse du change a été si rapide, que l'élément moral doit y être compté pour beaucoup. C'est là un des exemples les plus frappants de l'action de l'opinion sur les mouvements du change pour aggraver ou pour neutraliser en partie l'action de la quantité du papier à cours forcé.

La quantité du papier en circulation est naturellement le premier facteur de l'agio, l'élément fondamental. Chaque marchandise, dans un pays à cours forcé, a deux prix : le prix en papier et le prix en or. On cote les prix en papier pour toutes les transactions journalières ; les prix en or sont cotés seulement pour certains articles de grand commerce. Néanmoins, les deux séries coexistent à chaque instant : l'une réelle, l'autre latente ou virtuelle, mais dont on peut toujours déterminer la proportion.

L'agio est l'écart moyen entre les deux séries de prix, exprimés en papier et en

or. Les prix en papier sont une fonction de la quantité du papier en circulation et du prix de ce papier, qui est influencé à son tour par l'opinion qu'on a de sa convertibilité à un moment donné, par les prévisions qu'on fait de nouvelles émissions possibles, par les paiements que l'État doit effectuer à l'étranger, par la balance du commerce et par l'équilibre général des échanges avec l'étranger.

Dans l'exposé qu'on vient de faire des rapports existant entre la courbe de la circulation et celle de l'agio, l'influence de la masse de papier est évidente : il y a une sorte de parallélisme entre les deux phénomènes ; malgré les fluctuations brusques, amenées par l'élément psychologique, les variations sont sans cesse ramenées à un centre de gravité déterminé par le volume du papier qui, ayant un marché fermé, ne peut pas déverser son excédent à l'étranger.

Le tableau graphique des moyennes annuelles de l'agio fait encore mieux ressortir l'action de ces diverses causes. »

M. Alfred NEYMARCK fait remarquer que le phénomène signalé pour la Grèce n'est pas spécial à ce pays ; on le constaterait dans tous les pays où la masse du papier est excessive. Un travail analogue à celui qu'a effectué M. Bodio pour la Grèce aurait donné les mêmes résultats en Espagne et dans la République Argentine. On y aurait vu, là aussi, la marche ascensionnelle des billets de banque et du change.

M. Raphaël-Georges LÉVY rappelle qu'en clôturant ses travaux, la Commission internationale a exprimé ses remerciements à M. Dubois de l'Etang pour l'amabilité et l'empressement avec lesquels il avait bien voulu prêter à ses collègues son précieux concours, tant pour la solution des questions que pour la rédaction du rapport. (*Applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT y ajoute les félicitations de la Société de statistique et remercie M. Dubois de l'Etang de son intéressante communication.

M. FLÉCHEY reprend et achève l'analyse de la *Statistique agricole décennale de 1892*. Dans la précédente séance, il ne s'était occupé que des cultures ; aujourd'hui, il traite d'abord des animaux de ferme (existences, poids et valeurs), des produits et revenus, des naissances et pertes et de la consommation de la viande et termine par un exposé de la 3^e partie du document officiel relative à l'économie rurale : nombre et étendue des propriétés et des exploitations rurales, mode d'exploitation, population des travailleurs agricoles, etc.

M. Fléchéy insiste, en terminant, sur les difficultés que comporte une enquête du genre de celle dont il vient de parler ; mais il espère que les futures évaluations serreront encore de plus près la vérité, grâce aux travaux incessants du personnel enseignant, dont le groupement, sous une forme méthodique et rationnelle, pourra servir à constituer le programme de l'avenir.

M. le PRÉSIDENT se fait l'interprète de l'assemblée en exprimant à M. Fléchéy ses compliments pour la clarté et la lucidité qu'il a apportées dans l'analyse d'un travail aussi considérable. Il estime que la communication si nourrie et si documentée de M. Fléchéy ne pourra être soumise utilement à une discussion que lorsqu'elle aura été publiée *in extenso* dans le Journal de la Société. (*Marques unanimes d'adhésion.*)

Il a été procédé, dans le cours de la séance, à l'élection d'un trésorier, en remplacement de M. Adolphe Coste, qui a demandé à être relevé de ses fonctions.

Le scrutin, ouvert à 9 heures, a été clos à 10 heures.

Après le dépouillement des votes et sa vérification par le Bureau, M. le PRÉSIDENT déclare élu, à l'unanimité des suffrages exprimés, trésorier de la Société de statistique de Paris à partir du 1^{er} mai 1898 :

M. Paul MATRAT, chef de bureau au Ministère de la guerre, officier de la Légion d'honneur.

M. Paul Matrât, demeurant à Paris, 29, rue de Tournon, a donc, seul, qualité pour opérer les retraits de fonds et de titres, et les achats de titres qui pourront être effectués, à dater du 1^{er} mai 1898, sur le compte courant n^o 28 767, établi au Crédit foncier de France, au nom de la Société de statistique de Paris.

L'ordre du jour de la séance du 18 mai 1898 est fixé comme suit :

M. Juglar : Les tableaux officiels ou privés des faits que relève la statistique portent-ils la trace des événements politiques et économiques ?

M. Raphaël-Georges Lévy : Les banques américaines.

La séance est levée à 11 heures 1/4.

Le Secrétaire général,

Ém. YVERNÈS.

Le Président,

BEAURIN-GRESSIER.

Erratum. — A la livraison d'avril 1898, page 111, 6^e ligne, lire : « M. Levasseur explique la différence constatée entre la superficie de la France donnée par l'état-major général et la superficie prise pour base de l'enquête agricole. » Les mots : « *l'Annuaire du Bureau des longitudes ou* » doivent être supprimés.
